

Bamako : Le ministre Abdoulaye DIOP reçoit une forte délégation d'Experts américains

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 23 FÉVRIER 2024

1527

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

Économie et gestion

La 4ème république doit œuvrer à la création d'une « nouvelle société » de travail



Mali : Perspectives économiques prometteuses malgré les défis



Semaine de la Jeunesse contre la Corruption : Une Initiative Cruciale pour la Lutte Anti-Corruption

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

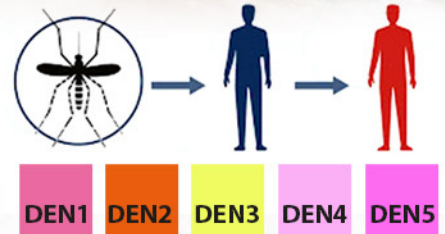


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.13



P.23



P.28



/ Une /

Économie et gestion

La 4ème république doit œuvrer à la création d'une « nouvelle société » de travail

P.4

/ Breves /

Niger : L'ancien Ambassadeur de France accusé de diffamation

P.13

Bamako : Le ministre Abdoulaye DIOP reçoit une forte délégation d'Experts américains

P.14

San Francisco : Joe Biden qualifie Vladimir Poutine de « salopard cinglé ».

P.15

Burkina Faso : Plusieurs terroristes neutralisés près de Djibo

P.16

Violente altercation à Ségou :

P.17

Une femme assommée à coups de pilon par son beau-frère

/ Actualité /

Mali : Perspectives économiques prometteuses malgré les défis

P.19

Délestages et début du Ramadan : Bintou Camara annonce des mesures d'améliorations

P.23

Région Garde N°9 de Bamako : Prise de fonction du nouveau Commandant

P.25

/ Politique /

Développement socioéconomique :

P.28

Renforcement de la coopération entre le Mali et l'Allemagne

P.30

Semaine de la Jeunesse contre la Corruption au Mali :

Un événement majeur pour la lutte contre la corruption

/ Culture & Société /

Colloque sur la langue et la culture songhay :

P.34

IR-GANDA offre de la matière aux étudiants et aux chercheurs

/ International /

Un nouvel espoir pour l'Afrique de l'Ouest :

P.36

Capitaine Ibrahim Traoré appelle à l'unité face à la CEDEAO

Russie : L'Occident utilise la mort d'Alexeï Navalny pour s'ingérer dans les élections

P.38

/ Sport /

Hossam Hassan :

P.40

Après ses critiques contre Salah, le sélectionneur empoisonné en Egypte

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

• **Gérant:** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef:**

• **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial:** Youssef Diarra

• **Secrétariat:** Fatou SISSOKO

Économie et gestion

La 4ème

république doit œuvrer

la création d'une

« nouvelle société » de travail



« On n'a rien sans peine. On n'a rien sans peine et on ne fait qu'acheter du travail avec du travail ». (Epreuve de dictée, Examen de DEF session de juin 1981).

Oui, le Mali éducateur de ses enfants, magnifiant le travail, soucieux de confier les rênes du pays à des filles et des fils exemplaires, cela se voyait même dans les sujets d'examen.

– L'INDISPENSABLE RETOUR A NOS VALEURS.

1. L'Homme Malien était fier de vivre aux sieurs de son front. C'est pourquoi les pères des indépendances nous ont laissé un pays enviable. Au temps des grands parents et arrières grands parents, ceux qui osaient prendre la chose publique étaient exclus de la com-

munauté et bannis. Certains se sont portés disparus à jamais.

2. Tout récemment, l'Ordonnance N°6 CMLN du 13 Février 1974 Portant Répression des Atteintes au Bien Public, dans son article 2 dispose :

«lorsque le montant du préjudice est égal ou supérieur à vingt

millions (20 000 000) de francs maliens, la peine de mort sera applicable..... ».

En matière pénale, il y'a toujours des textes d'incrimination des infractions et des textes de répression, c'est-à-dire de fixation des sanctions. Cette Ordonnance N°6 réprime les incriminations d'infractions prévues la Loi N°82 – 39



/ AN – RM du 26 Mars 1982 Portant Répression du Crime d'Enrichissement Illicite et la Loi N°82 – 40/ AN – RM du 1er Avril 1982 Portant Répression de la Corruption.

3. De nos jours, face au constat d'impunité ressenti par les populations, la règle non écrite semble être : gagner sa vie sans efforts. Au labeur, s'est substitué progressivement, l'enrichissement sans travail.

Les raccourcis et autres méthodes «d'enrichissement sans efforts» sont inacceptables. D'une part, elles détruisent la société par la « jalousie de l'envie », menaçant la paix sociale, d'autre part, les crises sociales qui en découlent

ont toujours emporté des pouvoirs du moment.

4. Ceux qui se sont accaparés des deniers publics, (des milliards de FCFA d'impôts, droits et taxes indirects et directs, chèrement payés par les 20 millions de Maliennes et de Maliens par devoir patriotique), au détriment du plus grand nombre, l'ont fait sans honte et sans scrupule, au vu et au su de leurs familles parfois complices.

5. Ils ont brulé la politesse de la République, qui leurs a fait confiance pour leurs confier des patrimoines à gérer pour le bonheur des générations futures. Des immeubles et autres biens pourraient être acquis avec des sommes dérobées des

caisses de l'Etat. Puis il est possible qu'on lui le loue parfois encore plus chère.

Qui dit mieux !!! « Le voleur revend plus chère au propriétaire, son bien qu'il a volé »

6. Alors la justice doit être exemplaire et jouer pleinement son rôle de dernier pilier de l'éducation, les trois premiers que sont la famille, l'école et la société ayant démontré leurs limites.

La preuve des limites de la société à éduquer ses filles et ses fils est démontrée par le fait que des citoyens trouvent que certains délinquants financiers ne doivent pas souffrir en détention, puisque la



prison signifie privation de liberté, de jouissance, de plaisir, etc.

7. Il est vrai que la prison doit avoir un visage humain, mais certaines personnes ont tellement la compassion pour certains prisonniers au point qu'elles essaient de transformer leur détention en séjour de tourisme doré.

- Pourquoi font – elles cela ?
- De peur de perdre éventuellement des faveurs du délinquant financier à sa sortie ?
Donc seraient – elles receleuses ?

- Se moqueraient – elles du peuple Malien, plus précisément de la justice ?

Ces comportements pourraient conduire le Procureur à s'intéresser à toutes ces personnes et si les preuves du recel sont établies, elles pourraient rejoindre leurs partenaires.

8. La justice est un excellent instrument d'éducation. C'est le dernier rempart pour redresser une société en déperdition de valeurs.

Sous certains cieux, les délinquants peuvent être condamnés, (par le système de sanctions dit des cumuls), à des dizaines d'années

(jusqu'en 75 ans) de prison. S'ils décèdent avant de purger leurs peines, les tombeaux sont enchaînés pendant le reste du temps de détention, pour informer leurs progénitures que leurs parents ont été des pilleurs du pays d'une part et d'autre part servir de leçons pour toute la société. C'est dire que la justice sait éduquer les populations avec efficacité. Imaginez que des petits enfants voient le tombeau de leurs grands-parents enchaîné !!!

9. Aussi dans les législations de beaucoup de pays, en Droit pénal général (DPG) comme en Droit pénal des affaires (DPA), les sanctions

peuvent comporter outre la privation de liberté, des amendes et des interdictions de droit civique : éligibilité et électeur à tout mandat électif ou des interdictions de droit des sociétés : exercice de tout mandat de gérant ou d'administrateur de sociétés pendant plusieurs années.

10. Le sage Président de l'Association « Djoko Ni Maya » Monsieur Seydou TRAORE a dit clairement. « Mali Koura ko tè papier Koura ko Yé ». Ayii, « Mali Koura ko yé, Malidew Koura ko déyé, djoko gnuman ». Cette expression pourrait être traduite en français comme suit : « Le Mali Koura ne signifie pas seulement nouvelles lois et nouvelles réglementations. Il signifie surtout « changement d'attitude, nouvel comportement, respect de soi-même et de la chose publique ».

Si nous n'avons pas su transmettre aux enfants les bonnes éducations reçues des parents, alors que chacun s'y mette dès à présent dans les familles, à l'école, sur les lieux de travail.

II – AUCUN EFFORT DE SERAIT DE TROP.

11. L'aspiration à la souveraineté nationale, à la sortie définitive de l'emprise de l'esclavage, exige de l'action. Nous devons savoir compter sur nous – mêmes d'abord Les dénonciations et autres slogans ne suffisent pas. Un ministre ne dénonce pas, il agit, c'est-à-dire qu'il trouve des solutions adéquates, des réponses appropriées aux faits relevés, aux sollicitations des populations, aux problèmes identifiés.

12. A tous les niveaux de l'exécutif, de l'administration, du public et du privé, l'action doit être la règle. Le Mali, c'est notre patrie, personne ne peut l'aimer plus que le peuple Malien pour se substituer à lui et le bâtir à sa place. Savoir compter sur soi, c'est savoir:

- mobiliser intelligemment les recettes fiscales et douanières sans compromettre la création de richesses. Autrement dit, il s'agit de couvrir les dépenses publiques tout en préservant le tissu économique.

- utiliser avec parcimonie les ressources publiques pour le bonheur du plus grand nombre.

C'est le prix à payer pour la souveraineté nationale.

C'est un prix fixe non négociable et permanent. Les parents et arrières grands-parents, les pères des indépendances l'ont payé pour que nous, nous soyons là. Nous avons le devoir de le payer pour que les générations futures vivent mieux.

En conclusion, il ne fait aucun doute que le Mali a toujours été et sera bâti par ses dignes filles et fils de l'intérieur et de l'extérieur sans exclusion d'aucune sorte. Cela exigerait du travail, de l'exemplarité de chacun à son niveau.

Dans la construction de « l'édifice Mali », la justice tiendra sans doute sa place de dernier rempart dans la protection des deniers publics. /

Siné DIARRA, Expert –Comptable,
■ Essayiste Bamako – Mali



SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .

■ Campus Media



#Samory_Touré le 04 janvier 1899 sous escorte à son arrivée à Saint-Louis.

De sa descente du bateau à la direction de l'arsenal son lieu de détention, une foule compacte longeait les deux cotés des rues pour voir le fameux Kèlètigui.

Il faut reconnaître que les français avaient fait une grande publicité autour de son arrestation.

#Afrique #campusmediasn #histoireafricaine #Samory #Empire

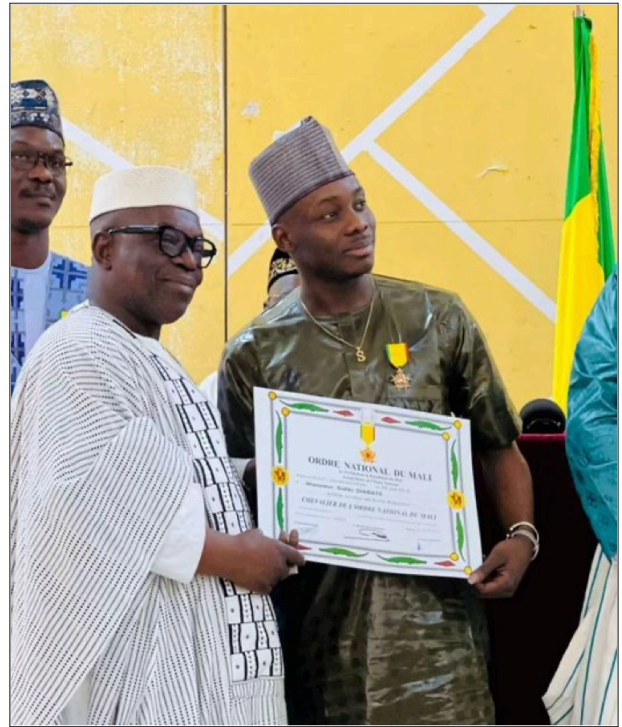


■ Wassa TV



#MaliMusic | Félicitations à Sidiki Diabaté le prince de la Kora est de nouveau Chevalier de l'ordre national du Mali de la part des autorités du Mali

Une distinction symbolique qui fait partie de son implication dans la culture du Mali à l'échelle internationale



■ Kassim Traoré



#Justice: Chouala Bayaya Haïdara hospitalisé dans une clinique Bamakoise. Depuis décembre 2023, il est détenu à la prison de Dioïla . Récemment il a été présenté au tribunal pour une demande de liberté provisoire qui n'a pas abouti.

■ YBC-Communication

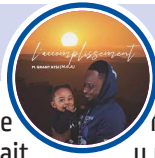


Visite dans l'entreprise de fabrication de la télévision en Algérie

L'entreprise BOMARE COMPANY « STREAM »



■ Grant Atsin



Le PDG d'Adidas admet que « mettre fin à leur accord avec Kanye West était une mauvaise décision » «La perte de la marque Yeezy nous fait mal.» LIRE ICI : <http://tinyurl.com/yynp3fzb> #IND.C.&B.

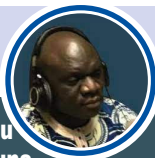


■ Yeah Samake



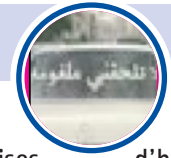
Prions, mais surtout TRAVAILLONS POUR RÉALISER NOS RÊVES ET LE #MALI DE NOS RÊVES!

■ Kassim Traoré

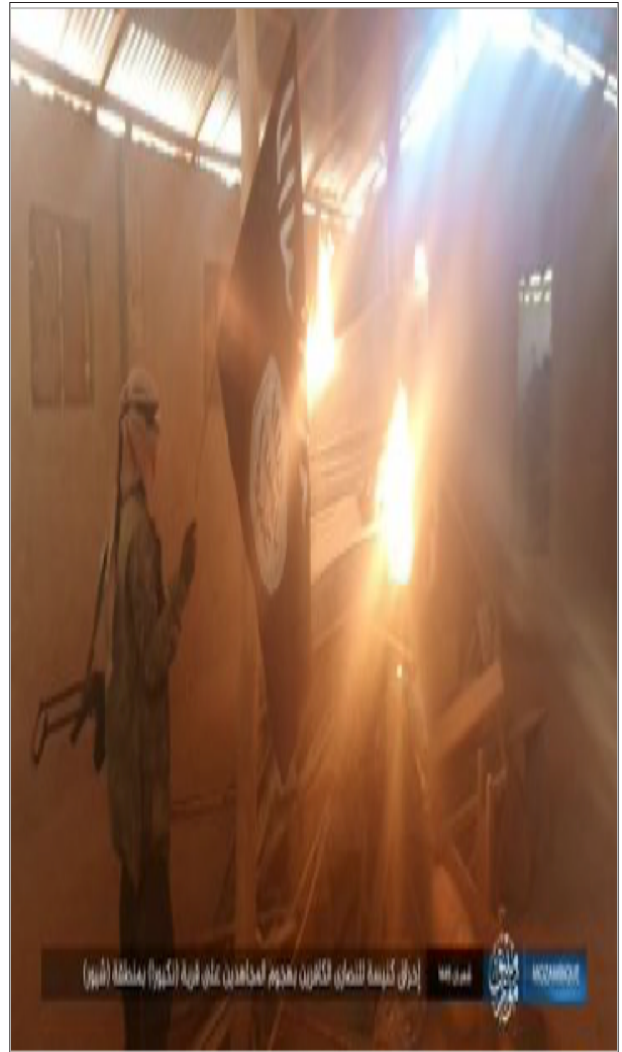


Issa Kaba Sidibé du groupe Renouveau et madame sont les heureux parents d'une jolie princesse. Le baptême de notre fille est prévu pour le samedi 24 février 2024.

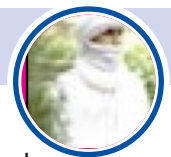
■ Wassim Nasr



@SimNasr
#Mozambique (1/2)destructions d'églises, d'habitations et d'écoles chrétiennes de plusieurs villages à #Chiure #CaboDelgado par l'EI
Translate post



■ Moussa AG Acharatoumane



@Mossa_ag
Échanges fraternels et fructueux, avec le président du Conseil National de Transition (#CNT) et le Gouverneur de la région de #Kidal, sur des sujets d'intérêt national.



■ Aminata TOURE



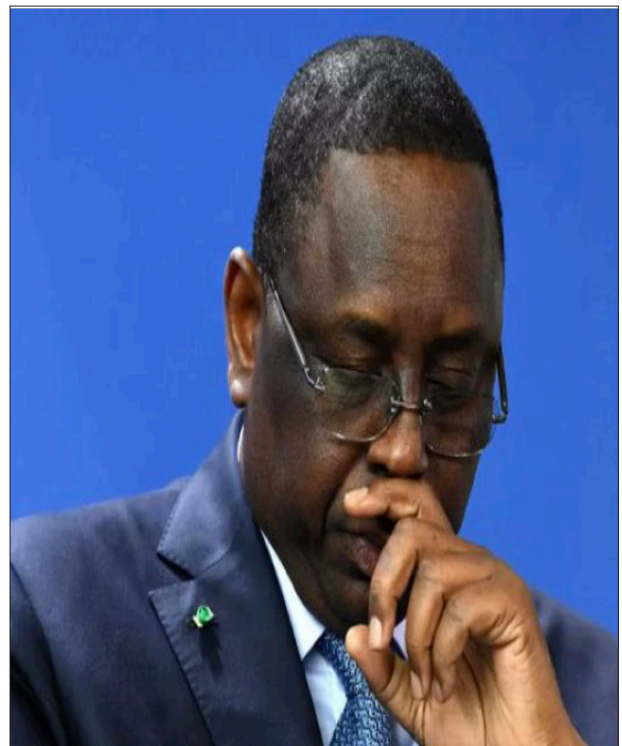
@aminatatourelk

Que le Président

@Macky_Sall

veuille nous annoncer aujourd'hui qu'il partira bel et bien le 02 avril, c'est comme nous apprendre que l'eau est mouillée! C'est une évidence déjà rappelée dans la décision du Conseil Constitutionnel ordonnant l'organisation de l'élection présidentielle dans les meilleurs délais, autrement dit, avant le départ du Président Macky Sall le 02 avril prochain. Tout ce que les sénégalais attendent de la prise de parole du Président Macky Sall d'aujourd'hui, c'est qu'il annonce sans ambage la date de l'élection présidentielle. Le Président Macky Sall a l'obligation morale et juridique d'organiser l'élection présidentielle avant de partir pour ne pas laisser notre cher #Sénégal dans un vide juridique qui pourrait justement inviter dans la gestion de l'Etat les "autres forces" qu'il a mystérieusement évoquées lors de son dernier interview avec une presse étrangère. Nous osons es-

pérer que ce n'est pas l'objectif de la manoeuvre! Le #Sénégal qui a tout donné au Président Macky Sall ne mériterait pas un tel traitement de sa part. Lui, le Président Macky Sall qui a hérité d'un pays stable de son prédécesseur a l'obligation éthique, moral et juridique de transmettre cet héritage à son successeur que les sénégalais souhaitent élire librement avant son départ. That President Macky Sall wants to announce to us today that he will indeed leave on April 2 is like telling us that water is wet! This is an obvious fact already recalled in the decision of the Constitutional Council ordering the organization of the presidential election as soon as possible, in other words before the departure of President Macky Sall on April 2. All that the Senegalese expect from President Macky Sall's speech today is that he announces clearly the date of the presidential election. President Macky has the moral and legal obligation to organize the presidential election before leaving so as not to leave our dear Senegal in a legal vacuum which could precisely invite into the management of the State the «other forces» that he mysteriously mentioned during his last interview with a foreign press. We dare to hope that this is not the objective of the maneuver! Senegal, which gave everything to President Macky Sall, does not deserve such treatment from him. He, President Macky Sall who inherited a stable country from his prior has today the ethical, moral and legal obligation to transmit this heritage to his successor whom the Senegalese wish to elect freely before his departure #FreeSenegal



COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accidents du travail du district de Bamako que l'INPS procédera à un contrôle physique de tous les rentiers de Bamako.

Le contrôle physique des rentiers de Bamako est prolongé jusqu'au 16 février dans toutes les agences principales de l'INPS de Bamako, ainsi qu'au niveau de l'inspection générale à l'immeuble ECOBANK.

Ce contrôle concerne tous les modes de paiement, y compris la caisse et les virements bancaires.

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- Une pièce d'identité en cours de validité ;
- Le Carnet AT ou le numéro AT.

La Direction Générale de l'INPS compte sur la bonne compréhension de tous les concernés.

Bamako, le 06 février 2024
La Direction Générale

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Niger: L'ancien Ambassadeur de France accusé de diffamation

L'ancien Ambassadeur de France au Niger, M. Sylvain Itté, est au centre d'une controverse suite à des allégations formulées à l'encontre de l'ancien président de la République du Niger, Mahamadou Issoufou. Expulsé du Niger à la fin du mois de septembre dernier, M. Itté a déclaré lors de son audition devant la commission de défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale française que Mahamadou Issoufou était impliqué dans le coup d'État du 26 juillet 2023.

Ces accusations ont été fermement réfutées par l'avocat de Mahamadou Issoufou, Me ILLO Issoufou, qui a qualifié les déclarations de M. Itté de «tissu de calomnie». Me

ILLO a affirmé que son client, l'ancien président, n'avait aucun lien avec le coup d'État en question et a annoncé son intention de poursuivre l'ancien Ambassadeur en justice pour diffamation.

Selon Me ILLO, les prétendus éléments de preuve avancés par M. Itté devant l'Assemblée nationale française ne seraient que des fabrications visant à discréditer Mahamadou Issoufou. Les partisans de l'ancien président ont dénoncé un éventuel «agenda caché» derrière les accusations de l'ancien Ambassadeur expulsé du Niger.

Cette affaire soulève des interrogations quant à la véracité des allégations proférées par M. Itté et met en lumière les tensions politiques et diplomatiques entre la France et le Niger. L'issue de ce conflit judiciaire entre l'ancien Ambassadeur et l'avocat de Mahamadou Issoufou reste à suivre, alors que la réputation et l'intégrité de l'ancien président sont au cœur de ce différend.

Fatou Sissoko



Bamako :**Le ministre Abdoulaye DIOP reçoit une forte délégation d'Experts américains**

Dans le cadre des échanges réguliers entre le Mali et ses partenaires, S.E. M. Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale a reçu en audience, le mardi 20 février 2024, une forte délégation d'Experts américains, conduite par Madame Aditi VIRA, Directrice pour le Sahel et des Affaires africaines au Conseil de Sécurité nationale, une structure rattachée à la Maison Blanche.

La Directrice était également accompagnée de S.E. Mme Rachna KORHONEN, Ambassadeur des États Unis d'Amérique au Mali.

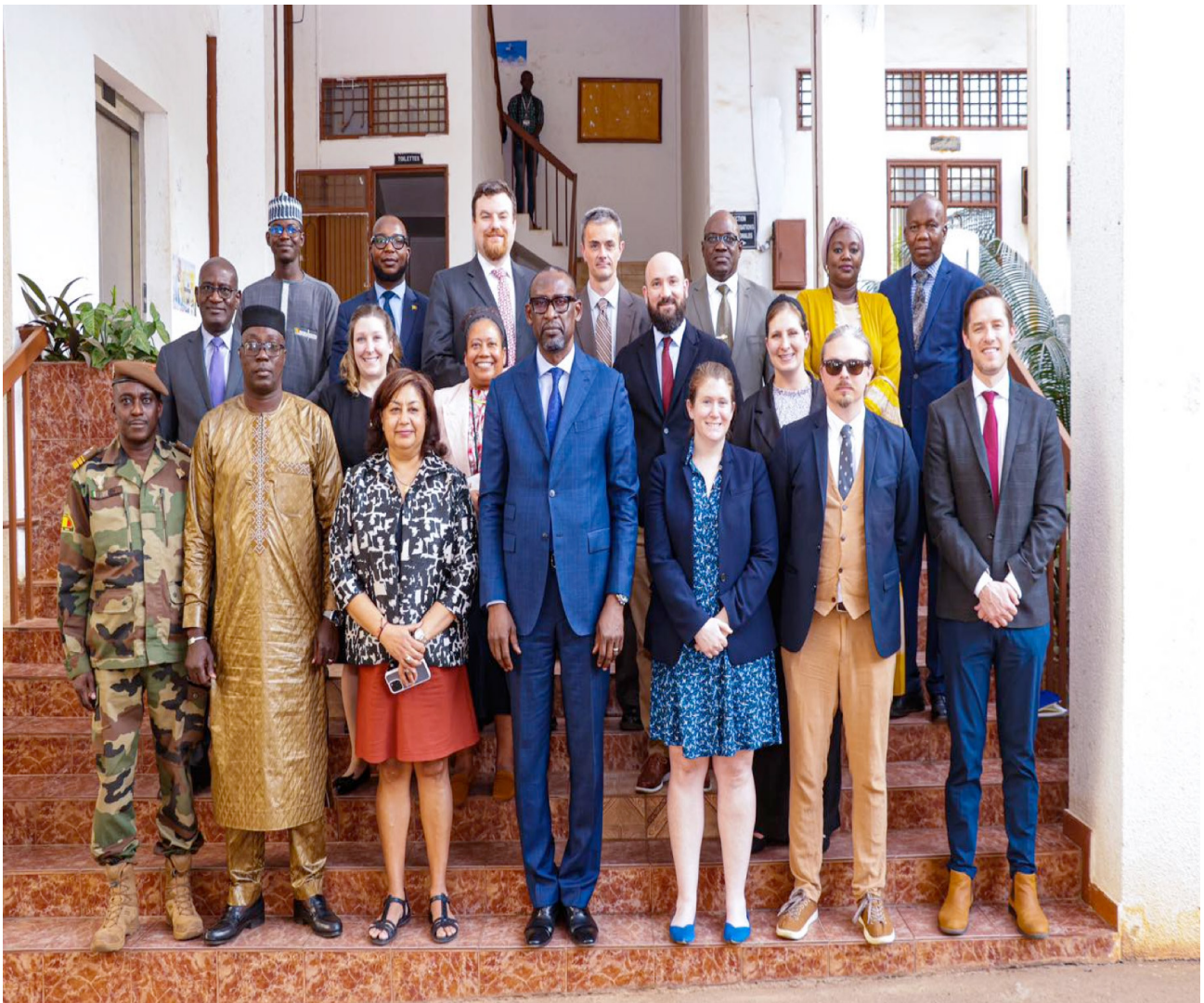
Les échanges ont essentiellement porté sur la coopération bilatérale entre la République du Mali et les États Unis d'Amérique ainsi que des questions d'enjeu sous-régional.

Le Ministre DIOP a ainsi évoqué les avancées réalisées dans le cadre de la transition politique avant de rappeler les contours de la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) et la décision de retrait de la CEDEAO, fondée sur des constats empiriques de dysfonctionnements graves de l'Organisation sous-régionale.

Il a, par ailleurs, souligné l'importance de l'appropriation nationale du processus de paix au Mali, à travers le dialogue direct inter-maliens.

S'agissant des perspectives, S.E.M. Abdoulaye DIOP a noté que la visite de la délégation pluridisciplinaire des États Unis au Mali est un pas dans la bonne direction pour que les Autorités américaines aient leur propre vision lucide, indépendante et réaliste de la situation au Mali et des dynamiques de repositionnement au plan sous régional et régional.

**Bureau de l'Information et
de la Presse / MAECI**



San Francisco

Joe Biden qualifie Vladimir Poutine de «salopard cinglé».

Lors d'une soirée de récolte de fonds pour sa campagne à San Francisco, le président américain Joe Biden s'est vivement emporté contre son homologue russe Vladimir Poutine, le qualifiant de «salopard cinglé». Cette déclaration a été faite devant des donateurs du Parti démocrate, où Biden a également exprimé des critiques virulentes envers son rival Donald Trump.

Au cours de son discours, Joe Biden a souligné que la véritable menace existentielle pour l'humanité est le changement climatique, malgré la présence de leaders tels que Poutine qui suscitent des inquiétudes quant à une potentielle guerre nucléaire. Le président démocrate de 81 ans a également utilisé l'expression anglaise «son of a bitch» pour désigner Poutine, traduite en français par «salopard» ou «connard».

En plus de ses attaques contre Poutine, Joe Biden a critiqué l'ancien président Donald Trump pour sa réaction à la mort en prison de l'opposant russe Alexeï Navalny. Il a souligné les similitudes entre les problèmes judiciaires de Trump et ceux de Navalny, dénonçant les tentatives de ce dernier de politiser ses ennuis avec la justice.

Joe Biden a également annoncé des sanctions «majeures» contre la Russie en réponse à la mort d'Alexeï Navalny. Le président américain, connu pour son franc-parler en privé, avait déjà qualifié Poutine de «boucher» et de «criminel de guerre» par le passé.

Cette récente sortie de Joe Biden lors de la soirée de levée de fonds à San Francisco souligne les tensions internationales entre les États-Unis et la Russie, ainsi que les enjeux liés à la politique étrangère et environnementale. Les déclarations du président américain reflètent une position ferme face à la Russie et un engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique.

Arouna Sidibé



Burkina Faso : Plusieurs terroristes neutralisés près de Djibo

Plusieurs terroristes ont été pistés ce mercredi 21 février 2024, aux encablures de Djibo avant d'être neutralisés dans des frappes de l'armée burkinabè, renseigne l'Agence d'information du Burkina (AIB) citant des sources sécuritaires.

Les commandos du 14e Régiment interarmes (RIA) de Djibo ont tendu à l'Est de la ville, le 18 février 2024, une embuscade à un groupe terroriste.

L'assaut a permis de tuer plusieurs criminels et de récu-

pérer du matériel de guerre. Le mercredi 21 février 2024, une quarantaine de terroristes sont arrivés sur les lieux pour évaluer les dégâts. Ils sont aperçus par les guetteurs du RIA puis pris dans le viseur des vecteurs aériens.

Pendant leur retrait, les terroristes seront suivis jusque dans un hameau abandonné où les attendaient d'autres criminels. Le grand groupe se retrouve sous un arbre pour le compte rendu.

C'est en ce moment précis que les vecteurs aériens vont les frapper avec précision. Les plus chanceux s'en sortent et prennent la fuite, laissant leurs compères dans les flammes. Mais ils seront rattrapés et traités avec succès.

Source : AIB



Violente altercation à Ségou : Une femme assommée à coups de pilon par son beau-frère

Une violente dispute familiale survenue entre deux coépouses à Ségou a malheureusement dégénéré en actes de violence, laissant l'une d'entre elles gravement blessée. Les événements se sont déroulés le mardi 20 février 2024, perturbant la quiétude de la région.

D'après les informations recueillies, l'auteur de ces actes, identifié sous le nom de M.F., est le jeune frère des conjoints des deux femmes impliquées dans la querelle. Lorsque la dispute a pris une tournure plus agressive, M.F. a violemment agressé l'une des coépouses en la frappant avec un pilon, causant ainsi des blessures graves.

La victime a été immédiatement prise en charge et transportée en urgence à l'hôpital pour recevoir les soins adaptés à son état critique. Pendant ce temps, l'agresseur présumé a été appréhendé par les autorités compétentes et conduit au commissariat du deuxième arrondissement de Ségou pour être interrogé.

Confronté aux preuves accablantes et à sa propre reconnaissance des faits, M.F. a été formellement inculpé pour coups et blessures volontaires. Il a été placé en garde à vue en attendant d'être transféré à la justice pour répondre de ses actes répréhensibles.

Cet incident tragique souligne l'importance de prévenir et de résoudre les conflits familiaux de manière pacifique, afin d'éviter de telles escalades qui peuvent entraîner des dommages irréparables. La violence domestique demeure un fléau qui doit être combattu avec détermination et sensibilisation.

Fatou Sissoko





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorités Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.



N° VERT

80 00 22

Mali: Perspectives économiques prometteuses malgré les défis



L'hôtel de l'amitié a servi de cadre pour le département de l'économie et des Finances pour tenir la conférence du processus budgétaire 2025. Après la présentation de l'état des finances publiques au Mali par le Directeur national du Budget, les discours de M. Yves Sassenrath, Représentant-Résident de UNFPA Mali et Coordinateur du Groupe de Dialogue ECOSTAT, et du Ministre de l'Économie et des Finances.

Pour le Ministre Sanou, en dépit des récentes crises internationales et des embargos imposés au Mali

en 2022, le pays se trouve dans un contexte macro-économique encourageant en vue de l'élaboration du budget 2025. La situation sécuritaire et socio-politique s'améliore progressivement, notamment grâce à la montée en puissance des Forces Armées Maliennes assurant la protection des citoyens et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

Les prévisions économiques pour les années à venir sont optimistes, avec une croissance du PIB estimée à 5,3% en 2024 et 5,1% en 2025. L'in-

flation reste maîtrisée, en dessous de la norme communautaire de 3%, grâce aux efforts du gouvernement et des acteurs économiques, ainsi qu'à une bonne campagne agricole.

En ce qui concerne l'exécution budgétaire 2023, les recettes fiscales ont été satisfaisantes, avec un taux de pression fiscale légèrement supérieur à la prévision, et des dépenses contenues dans les limites fixées. Le déficit budgétaire s'est révélé inférieur aux attentes, démontrant une gestion financière efficace.



Pour l'exercice 2024, le gouvernement continuera ses efforts pour améliorer l'exécution du budget en intensifiant la mobilisation des ressources intérieures et en renforçant l'efficacité des dépenses publiques. Les perspectives pour 2025 incitent à une politique budgétaire prudente, visant un déficit de 3,6% du PIB pour financer des projets de défense, de sécurité et d'infrastructures socio-économiques.

À moyen terme, le Mali s'engage à revenir progressivement au critère de convergence communautaire de l'UEMOA de 3% à l'horizon 2026. Depuis 2013, la gestion budgétaire est basée sur le mode budget-programmes, avec des avancées notables mais aussi des défis à relever pour une gestion optimale des ressources et des dépenses publiques.

Malgré les obstacles, le Mali semble sur la bonne voie pour consolider sa croissance économique et améliorer

les conditions de vie de sa population. Une politique budgétaire responsable et transparente sera essentielle pour atteindre ces objectifs ambitieux dans les années à venir. La conférence de lancement des travaux du processus budgétaire 2025 abordera trois thèmes importants pour le processus budgétaire du Mali. Le premier thème sera «la Vision Mali 2063 et l'élaboration de la stratégie nationale de développement à moyen terme du Mali : Enjeux et implications pour les politiques publiques». Ce thème mettra en lumière les défis et les implications des politiques publiques liées à la vision de développement à long terme du Mali.

La gestion des prix : Élaboration, mise à jour et utilisation dans le processus budgétaire de l'État, Le Dialogue de gestion et l'Opérationnalisation des outils de pilotage du budget-programmes : Expé-

riences et bonnes pratiques ministérielles et institutionnelles

La diversité des intervenants reflète la variété des acteurs impliqués, éclairant ainsi le public sur les principales problématiques liées à ces thèmes. Il est essentiel d'examiner attentivement les meilleures approches pour garantir une meilleure prise en charge de ces problématiques dans le processus de budgétisation en mode programme.

Le représentant des partenaires techniques et financiers a exprimé sa gratitude envers le Ministère de l'Économie et des Finances pour l'organisation de cette conférence. Il a souligné l'importance de ce rendez-vous annuel comme cadre d'écoute et de dialogue constructif entre le Gouvernement et ses partenaires, dans le but d'améliorer la performance et la transparence dans la gestion des finances pu-



bliques au Mali.

Cette conférence vise à aborder des enjeux essentiels pour le processus budgétaire de 2025 au Mali, en favorisant le dialogue et en capitalisant sur les expériences passées pour améliorer la gestion des finances publiques dans le pays. Le lancement des travaux du processus budgétaire de 2025 intervient dans un contexte complexe et difficile pour le Mali, marqué par des défis multiples tels que les tensions sécuritaires, les effets des changements climatiques, les sanctions économiques et financières régionales, ainsi que les répercussions de la guerre en Ukraine qui ont gravement affecté les conditions de vie des populations du Sahel.

Les efforts déployés par le Ministre et l'État du Mali en matière de gestion des finances publiques revêtent une grande importance pour trouver des solutions adéquates aux défis actuels du pays. Il est encourageant de constater

que malgré ces difficultés, la croissance économique du Mali devrait augmenter pour atteindre 5% d'ici fin 2023, et se consolider à 5,1% en 2024. De plus, le taux d'inflation devrait diminuer significativement, passant de 9,7% en 2022 à 2,5% en 2024. Pour l'exercice 2024, le déficit budgétaire devrait également se réduire, passant de 4,9% à 4,4%, indique le ministre Sanou.

Les Partenaires Techniques et Financiers du Mali : Soutien au Développement

Les partenaires techniques et financiers du Mali ont activement soutenu les efforts de développement du pays en apportant leur expertise et leur appui financier. Ils se sont particulièrement investis dans la réforme des finances publiques et l'investissement dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, les infrastructures, l'environnement, l'éducation, la santé et les zones en situation d'urgence humanitaire. Leur engagement témoigne

de leur solidarité envers le peuple malien et l'État pour surmonter ensemble les défis de développement.

Opportunités et Défis pour le Mali dans un Contexte International et Régional en Évolution

Les évolutions récentes du contexte international et régional offrent des opportunités pour le Mali de repenser ses stratégies de développement et d'explorer des solutions novatrices pour mobiliser davantage de ressources et financer les priorités nationales. Il est donc primordial de continuer à travailler en collaboration avec les partenaires au développement pour renforcer les capacités du pays et relever les défis qui se présentent.

Financement du Développement au Mali : Enjeux et Perspectives

La question aborde plusieurs points importants concernant le finance-

ment du développement au Mali. Il est essentiel d'explorer les différentes sources de financement potentielles et de définir une stratégie nationale de financement du développement pour piloter efficacement le développement du pays. Le soutien politique est crucial pour la mise en place de ce cadre de financement intégré, afin de renforcer l'adhésion des partenaires au développement.

Investir dans les Secteurs Clés pour un Développement Équilibré

Il est souligné l'importance d'investir dans des secteurs clés tels que l'éducation, la santé et l'emploi des jeunes, en particulier des femmes, pour exploiter le «dividende démographique» du Mali. Les résultats et analyses des données récentes du RGHP5 doivent être pris en compte dans le processus budgétaire pour mieux cibler les dépenses et orienter les politiques de développement et les investissements publics et privés.

Soutien à l'Économie et Développement Équitable

Le représentant des PTF du secteur privé a encouragé à soutenir l'économie, notamment le secteur

informel et le monde rural, où vit une grande partie de la population malienne. Des investissements et des financements dans ces secteurs sont essentiels pour garantir un contrat social équitable, basé sur la réconciliation, la paix, la stabilité et la prospérité.

Stratégie Nationale de Financement du Développement : Clé d'un Avenir Prospère

Le ministre a insisté sur l'importance de mettre en place une stratégie nationale de financement du développement, en prenant en compte les droits et choix de chaque individu, en investissant dans les secteurs clés et en soutenant l'économie, notamment dans les zones rurales et le secteur informel, pour assurer un développement équilibré et prospère au Mali. **Encouragement à l'État du Mali pour la Mise en Œuvre des Réformes du Plan pour le Renforcement de l'Éducation et de la Médecine (PREM)**

Le Groupe de dialogue encourage vivement l'État du Mali à accélérer la mise en œuvre des réformes du Plan pour le Renforcement de l'Éducation et de la Médecine (PREM) pour la période 2022-2026. L'objectif principal est d'élargir et de sécuriser davantage la mobilisation

des ressources internes, ainsi que de poursuivre la création de lignes budgétaires afin d'intensifier les efforts en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) au Mali.

Engagement des Partenaires Techniques et Financiers pour le Développement du Mali

Les partenaires techniques et financiers jouent un rôle clé dans le développement du Mali. Le GD ECOSTAT et les autres partenaires réaffirment leur engagement à soutenir le gouvernement malien en respectant ses choix pour favoriser le développement du pays.

Contribution du GD ECOSTAT pour l'Amélioration du Cadre Macroéconomique au Mali

En ce qui concerne le GD ECOSTAT, il s'engage à contribuer en maintenant un dialogue continu pour améliorer le cadre macroéconomique, les réformes en matière de gestion des finances publiques, la bonne gouvernance et l'utilisation de données de qualité et fiables à tous les niveaux nationaux et locaux. L'objectif est d'orienter de manière optimale les politiques de développement au Mali.

■ Karamoko B Keita

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com

Délestages et début du Ramadan : Bintou Camara annonce des mesures d'améliorations



Face aux coupures de courant quotidiennes, une grogne sociale menace notre pays en cette veille du mois de mars, si rien n'est entrepris pour remédier à cette situation. Cette question cruciale attire l'attention des observateurs.

Le mois de mars marque l'augmentation des températures et cette année coïncide avec le Ramadan, période où la consommation d'énergie augmente considérablement. À l'origine de ces coupures d'électricité intempestives et récurrentes persistant depuis plus de deux ans,

le surendettement de la société publique Énergie du Mali (EDM). Il reste à voir si l'EDM trouvera une solution miracle pour satisfaire les consommateurs pendant le Ramadan qui approche. En tout cas, un problème identifié est à moitié résolu et la ministre de l'Énergie assure que son département travaille à trouver une solution efficace.

À l'approche du début du Ramadan, prévu pour le 10 mars prochain, la ministre de l'Énergie, Mme Bintou CAMARA, a déclaré dans les colonnes du quotidien national «L'ES-

SOR» que son département s'attelle à résoudre la crise profonde paralysant le secteur.

Lors de son intervention à l'émission Mali Kura Taasira 2 la semaine dernière au Musée national du Mali, la ministre en charge de l'Énergie et de l'Eau, Bintou CAMARA, a annoncé des mesures visant à soulager la population pendant cette période critique de l'année.

Elle a débuté son intervention en demandant pardon et en appelant à la patience, tout en assurant que



le problème énergétique est pris au sérieux par les autorités de la Transition.

Selon la ministre, ce problème persiste depuis des années et nécessite une résolution définitive, impliquant au préalable un diagnostic approfondi du secteur.

Elle a ajouté : « Nous cherchons actuellement des solutions pour remédier à ce problème. »

Pendant ce temps, le département ne ménage pas ses efforts pour maintenir un niveau acceptable de fourniture d'électricité, principalement basé sur l'hydroélectricité, en faisant appel à Manantali et aux pays de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

Pour la plupart des Maliens, les coupures d'électricité intempestives sont devenues un sujet délicat alors que la situation ne s'améliore pas. Cependant, pour la ministre, il est

essentiel de gérer les délestages en fonction de la quantité d'électricité disponible.

Elle a souligné que la gestion pendant le mois de mars et surtout durant le Ramadan sera différente, prenant pour exemple la gestion lors des fêtes de fin d'année. **Mme Bintou Camara souligne l'importance de l'alimentation des groupes électrogènes en complément de l'hydroélectricité pour garantir l'approvisionnement en électricité au Mali. Elle annonce que les groupes électrogènes défectueux au niveau des barrages, tels que Sélingué, seront réparés.**

Un des principaux défis réside dans le domaine financier, avec une dette considérable de l'Énergie du Mali s'élevant à 600 milliards de F CFA. La ministre reconnaît le soutien financier significatif du ministère de l'Économie et des Finances pour résoudre cette situation. Des négociations sont en cours avec les banques pour rembourser les

dettes contractées par l'EDM-SA au fil des années.

Le département de l'Énergie est activement impliqué dans plusieurs chantiers pour résoudre ces problèmes, notamment l'acquisition d'équipements et la mise en œuvre de réformes telles que la restructuration au sein de l'EDM-SA et l'accélération du déploiement du système solaire. La ministre évoque également des projets avancés avec des partenaires, y compris la Fédération de Russie.

Elle précise que la privatisation de l'EDM-SA n'est pas envisagée pour le moment. En conclusion, Mme Bintou Camara en appelle à l'indulgence et à la patience des Maliens, tout en sollicitant leurs contributions pour proposer des solutions afin de mieux gérer la crise énergétique actuelle.

■ Karamoko B Keita

Région Garde N°9 de Bamako

Prise de fonction du nouveau Commandant



Le mercredi 21 février 2024, s'est déroulée la cérémonie officielle marquant l'installation du Colonel Abdramane GUINDO en tant que premier Commandant de la Région Garde N°9 de Bamako. Sous la présidence du Chef d'État-major Général Adjoint des Armées, le Général de Brigade Kéba SANGARE, cette passation de pouvoir a été l'occasion de remettre solennellement l'étendard symbolisant l'engagement et le patriotisme du nouveau commandant.

Le Colonel GUINDO, officier supérieur reconnu pour son dévouement, son sens élevé du devoir et son attachement à la patrie, a suivi un parcours remarquable. Issu de la

26ème promotion de l'EMIA, il a enrichi son expérience par des formations telles que l'École de Guerre de la Mauritanie, l'École d'État-major de Koulikoro et un stage d'Officier de la Garde Spéciale de la Chine. Son parcours professionnel inclut des postes de responsabilité tels que Commandant du Groupement Spécial de la Sécurité présidentielle (GSSP), Commandant du Groupement d'Intervention (GI) et chef de Division Ressources Humaines de la Garde Nationale.

Lors de son discours, le Colonel Mory SANOGO, Chef d'État-major Adjoint de la Garde Nationale, a souligné l'importance de l'étendard

remis, symbole de l'appartenance à une Région Garde du Mali. Il a rappelé au nouveau Commandant de la Région Garde N°9 l'impératif de faire preuve de leadership, de compréhension de sa mission et d'engagement envers la sécurité des populations et la Défense Opérationnelle du Territoire (DOT).

Le Colonel SANOGO a également insisté sur la vision du commandement privilégiant une Garde Nationale plus combative, professionnelle et épanouie. Il a encouragé le Colonel GUINDO à consolider les acquis et à renforcer les capacités de son unité en mettant l'accent sur le facteur humain.



Le Chef d'État-major Adjoint a rappelé au nouveau Commandant la responsabilité qui lui incombe d'être le relai de la hiérarchie pour transmettre et incarner cette vision du commandement auprès de ses troupes, dans le but de garantir la sécurité et la défense du territoire avec efficacité et dévouement. Le Colonel Mory SANOGO a manifesté son appréciation envers le Commandant de la Région Garde N°9 en soulignant l'importance du travail, du dévouement, du courage et de la persévérance nécessaires pour être un modèle exemplaire, digne d'estime et de référence. Cette reconnaissance met en avant les qualités essentielles attendues d'un commandant militaire, soulignant

ainsi l'importance du leadership et de l'exemplarité dans l'exercice de ses fonctions.

De son côté, le Chef d'Etat-major Général Adjoint des Armées, le Général de Brigade Kéba SANGARE, a exprimé sa fierté et son honneur d'avoir participé à cette cérémonie historique, première du genre. Cette présence souligne l'importance accordée à la passation de commandement et à la reconnaissance des responsabilités inhérentes à cette fonction. **Le Général de Brigade Kéba SANGARE exprime sa confiance en l'engagement et le dévouement du nouveau Commandant de la Région Garde N°9. En renouvelant sa foi en ses capacités, il témoigne**

de sa conviction quant à la réussite du commandant dans l'accomplissement de ses nouvelles responsabilités. Cette marque de confiance souligne l'importance de la cohésion et de la collaboration au sein de l'institution militaire, mettant en avant le soutien mutuel et la solidarité entre les différents échelons de commandement.

Ces déclarations mettent en lumière les valeurs militaires telles que le travail acharné, le dévouement, le courage et la persévérance, ainsi que l'importance du leadership, de la confiance et du soutien mutuel au sein de l'armée pour garantir le succès et l'accomplissement des missions assignées.

■ Ibrahim Sanogo

www.malikile.com



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



APPEL
GRATUIT

80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Développement socioéconomique : Renforcement de la coopération entre le Mali et l'Allemagne



L'Ambassadeur Sékou Gaoussou CISSE, Directeur Europe au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, et Son Excellence Dr. Dietrich POHL, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Mali, ont conjointement présidé avec succès la réunion de la revue de la coopé-

ration entre le Mali et l'Allemagne, qui s'est tenue ce mercredi 21 février 2024.

Dans leurs discours d'ouverture, le Directeur Europe et l'Ambassadeur Allemand ont chaleureusement salué la qualité des relations historiques entre les deux pays, marquées

par une coopération bilatérale multisectionnelle visant à favoriser le développement socioéconomique du Mali. Le Directeur Europe s'est félicité de la coopération soutenue, diversifiée et coordonnée de l'Allemagne, se traduisant par la concrétisation de plusieurs projets de développement dans les secteurs prioritaires

du Mali. De son côté, l'Ambassadeur allemand a mis en avant l'engagement de son pays aux côtés du Mali pour promouvoir le développement économique et social au bénéfice de la population malienne.

En prévision de la prochaine rencontre intergouvernementale Mali/Allemagne prévue à Bamako, les experts des deux pays sont conviés aujourd'hui à réévaluer le portefeuille des projets afin d'évaluer les résultats obtenus et d'apprécier leur impact positif sur les conditions de vie des populations. Cette démarche vise à renforcer l'efficacité de l'accompagnement des priorités nationales du Mali, dans le but d'assurer une prise en charge optimale des besoins essentiels des Maliens.

Cette réunion témoigne de l'enga-

gement mutuel du Mali et de l'Allemagne à renforcer leur coopération pour le bien-être et le développement de la population malienne. Elle souligne également l'importance de la collaboration internationale dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans la promotion du progrès socioéconomique.

La coopération fructueuse entre le Mali et l'Allemagne illustre un partenariat solide et durable, fondé sur des valeurs communes et des objectifs partagés. Les deux pays continueront à œuvrer ensemble pour relever les défis actuels et futurs, et pour bâtir un avenir meilleur pour les citoyens des deux nations.

Cette réunion de la revue de la coopération entre le Mali et l'Allemagne

marque une étape significative dans le renforcement des liens entre les deux pays et dans la promotion du développement socioéconomique du Mali. Notamment, l'Allemagne a décidé et exécuté le retrait de ses troupes déployées au Mali pour appuyer son partenaire dans sa lutte contre le terrorisme et contribuer à sa stabilité. Pour affirmer sa souveraineté, le Mali a dû demander à ses partenaires de se retirer de son territoire. Le président de la transition a posé trois conditions pour ceux qui souhaitent garder leurs relations diplomatiques avec le Mali : le libre choix du Mali pour ses partenariats, le respect de la souveraineté du Mali et la prise en compte de l'intérêt du peuple dans toutes les décisions prises.

Ibrahim Sanogo



Semaine de la Jeunesse contre la Corruption au Mali : Un événement majeur pour la lutte contre la corruption



La 8ème édition de la Semaine de la Jeunesse contre la Corruption a débuté avec éclat le lundi 19 février 2024, au Centre International de Conférence de Bamako et à travers le pays. Cette semaine cruciale a été lancée lors d'une cérémonie solennelle sous la présidence du Ministre Ibrahim Ikassa Maiga, en présence de personnalités importantes telles que le Président de l'OCLEI, des représentants de l'ambassade du Canada, du Directeur du projet LUCEG et de la présidente de l'asso-

ciation «Communauté de Pratique de lutte contre la Corruption».

L'événement a également été marqué par la participation de trois institutions nationales de lutte contre la corruption du Congo et du Gabon, venues à Bamako pour échanger et apprendre de cette semaine. Ces institutions incluent la Commission nationale de Transparence et de Responsabilité dans la gestion des Finances publiques de la République du Congo, la Haute Autorité

de la Lutte contre la Corruption de la République du Congo, et la Commission nationale de Lutte contre la Corruption et l'Enrichissement illicite du Gabon.

Le programme de la semaine a débuté avec un dialogue de haut niveau sur la corruption et l'enrichissement, réunissant des représentants du Mali, du Congo, du Gabon et de la Communauté de Pratique. Le deuxième jour a été marqué par un panel à la Faculté des Sciences adminis-



tratives et politiques de Bamako, sur le thème percutant de «Rencontre intergénérationnelle de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite à travers les valeurs sociétales en milieu universitaire», modéré par le Professeur Cheick Amala Touré et avec la participation du Professeur Ibrahim Ndiaye et de la communicante Maye Niaré.

Dans son discours d'ouverture, le président de l'OCLEI, Dr Moumouni Gondo, a exprimé sa satisfaction de lancer cette 8ème édition de la Semaine de la Jeunesse contre la Corruption, en accueillant chaleureusement les délégués du Congo et du Gabon. Cette semaine promet d'être

un moment clé pour sensibiliser sur les enjeux de la corruption et de l'enrichissement illicite, et pour encourager l'engagement des jeunes dans la lutte contre ce fléau.

Cette initiative louable démontre l'importance de la mobilisation collective pour promouvoir la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans la gestion des affaires publiques. La Semaine de la Jeunesse contre la Corruption au Mali est un pas significatif vers un avenir plus juste et éthique pour tous. Il s'agit des propos engagés et motivants du président de l'OCLEI en faveur de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite, notamment en

impliquant la jeunesse malienne dans cette noble cause.

Sensibilisation contre la corruption et promotion de la prévention

La jeunesse malienne doit jouer un rôle actif en devenant des ambassadeurs du combat contre la corruption et l'enrichissement illicite, en s'impliquant à travers l'information, l'éducation et la communication. L'OCLEI s'engage à accompagner cette démarche et à soutenir les jeunes dans la réalisation de cet objectif, selon Moumouni Guindo.

La mobilisation des jeunes à travers

des initiatives telles que la Semaine de la Jeunesse contre la corruption, soutenue par la Communauté de pratique en matière de lutte contre la corruption (CPLC), est vivement encouragée par le président Guindo. Malgré une perception inquiétante selon laquelle une grande partie des jeunes maliens seraient favorables à la corruption, il prône la mobilisation de toutes les couches sociales pour lutter ensemble et énergiquement contre ce fléau.

La lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite est présentée comme une tâche transversale nécessitant l'engagement et l'action de tous. L'implication de la jeunesse,

des femmes, des filles et de toutes les couches sociales est essentielle pour faire face à ce défi majeur et contribuer à la construction d'une société plus juste et équitable. La corruption a des effets néfastes sur tous les aspects de la vie sociale et économique, compromettant le développement, sapant les institutions démocratiques et l'État de droit. Elle constitue un obstacle majeur au progrès économique et social, avec des conséquences financières considérables.

La lutte contre la corruption ne peut se limiter à un simple slogan, mais doit devenir un projet sociétal à long terme. Il ne s'agit pas seule-

ment d'une responsabilité gouvernementale, mais également d'un effort collectif impliquant la société civile, le secteur privé, les femmes et les jeunes. Chaque individu a un rôle à jouer dans la sensibilisation, l'éducation et le changement de comportement pour lutter efficacement contre la corruption.

Les chiffres cités par la Banque africaine de Développement et l'ONUDC soulignent l'ampleur des pertes économiques causées par la corruption à l'échelle mondiale. Il est donc impératif de multiplier les actions de prévention et de sensibilisation à tous les niveaux, du local à l'international.





Les jeunes jouent un rôle crucial dans ce combat, en tant qu'acteurs du changement et exemples pour la société. Les activités de la Semaine de la Jeunesse contre la corruption visent à mobiliser et responsabiliser cette jeunesse en quête de repères, afin de construire un avenir plus intègre et éthique.

Enfin, le Dr Moumouni Guindo a salué l'engagement des plus hautes autorités nationales et des partenaires impliqués dans la lutte contre la corruption. La

Coordination des efforts pour la prévention de la corruption et de la délinquance économique

La coordination des efforts et la collaboration entre les divers intervenants sont cruciales pour parvenir à des résultats concrets dans la prévention et la répression de la corruption ainsi que de la délinquance économique et financière.

Karamoko B Keita

www.malikile.com

Colloque sur la langue et la culture songhay : IR-GANDA offre de la matière aux étudiants et aux chercheurs

Le colloque international sur la langue et la culture songhay a été l'un des faits marquants de la première édition du festival de l'Association des communautés de culture songhay en mouvement/IR-Ganda (CCSM-IG). Un événement qui s'est déroulé sur les berges du fleuve Niger (Palais de la culture Amadou Hampâté Bâ) du 15 au 17 février 2024. La cérémonie d'ouverture du colloque était présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr. Bouréïma Kansaye.



« Colloque scientifique sur la langue et l'histoire songhaï » ! C'était l'intitulé du colloque international organisé en marge de la première édition du festival de l'Association des communautés de culture songhay en mouvement/IR-Ganda (CCSM-IG). Les deux premières journées de l'événement (organisé du 15 au 17 février 2024 au Palais de la Culture Amadou Hampâté Bâ) ont été consacrées à ce rendez-vous scientifique.

« Vous anticipez, par ce colloque, les actions futures du gouvernement,

cette inscription des langues nationales dans la constitution nécessite un travail de terminologie. Au-delà d'un travail scientifique important de diffusion de documents élaborés dans nos langues, il faut un médium d'enseignement sur les réalités linguistiques du pays », a déclaré Pr. Bouréïma Kansaye, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à l'ouverture du colloque. Selon lui, cette initiative enclenche « une dynamique, intellectuelle, scientifique et technologique de l'histoire et de l'actualité de la langue songhaï au Mali et

au-delà des frontières nationales ».

Pour le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, « les sessions qui m'ont été communiquées s'articulent autour des sujets de préoccupation importante touchant à l'histoire de notre pays, au développement et à la modernisation de l'usage de la langue Songhaï. C'est pour cela que je parle d'anticipation ». Le Professeur Kansaye s'est dit « particulièrement sensible » à la thématique langue et numérique. « Si nous parvenons à orienter nos chercheurs vers l'usage

du numérique, nous pouvons être sûrs que nous allons faire un grand pas dans l'utilisation de nos langues à tous les niveaux», a-t-il souligné.

Organisé du 15 au 16 février 2024 au Palais de la culture Amadou Hampâté Bâ, ce colloque s'articulait autour de quatre objectifs consistant à faire le point des productions intellectuelles sur la langue et la culture des communautés songhoy ; faire connaître les enjeux et les défis liés à l'évolution de la langue songhay (écriture et diffusion) ; identifier et faire connaître les enjeux et les défis liés à sa numérisation ; identifier et faire connaître ses plateformes numériques.

Les participants à ce colloque étaient essentiellement composés d'universitaires et d'étudiants de la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLASH). Il a aussi été rehaussé par la présence d'éminents professeurs et chercheurs sur la langue songhaï dont les contribu-

tions remarquables ont enrichi les actes du colloque qui seront remis aux autorités compétentes et mis à la disposition des étudiants et chercheurs. «Il s'agissait d'examiner la dynamique intellectuelle, scientifique et technologique et de l'actualité de la langue songhaï au Mali et au-delà des frontières nationales. Il y a 21 communications, dont 5 venant du Burkina Faso, du Niger et du Bénin, du Canada, des États-Unis, de la France. Les actes du colloque seront mis à disposition de la bibliothèque universitaire et dans les facultés concernées par ces questions», a précisé le président du Comité scientifique, Pr. Mohamed Saliha Maïga.

« Contribution d'Askia Mohamed au rayonnement de la culture islamique et au brassage culturel sous l'empire songhoy » (Pr. Yattara El-mouloud) ; «Le peuple songhaï du Bénin et ses activités économiques dans la ville de Parakou, Bénin» (Hervé A Kombieni) ; «Les aires du

songhoy : ou est-ce qu'on parle songhoy au Mali ?» (Hamadou Bocar) ; «Le brassage culturel en milieu songhay» (Mahamar Attino, Phd) ; «Les songhoy du bief inférieur du fleuve Niger au Mali : esquisse de l'histoire des songhoy autochtones de Bentia et du Bourra de l'ancien territoire des Za et des Si de l'empire songhoy (Aboubacar Maïga) ; «Les règles d'écriture des langues africaines, entre souveraineté nationale et volonté d'intégration : le cas du songhay» (Hamidou Seydou Hanafiou) ; «La contribution de l'anglais à l'enrichissement du vocabulaire songhay» (Mohamed Minkailou, Zackaria Nounta et Kadidiatou Touré) ; «bassaterey ou la parenté à plaisanterie entre les songhays et les dogons au Mali» (Mahamar Attino, Phd)... Telles ont été, entre autres, les communications de ce colloque qui a tenu toutes ses promesses.

Sory Diakité
LE MATIN



Un nouvel espoir pour l'Afrique de l'Ouest : Capitaine Ibrahim Traoré appelle à l'unité face à la CEDEAO



Le samedi 17 février 2024, s'est déroulée à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, une réunion historique réunissant le Chef de l'État, le Capitaine Ibrahim Traoré, et les forces vives du pays mobilisées par la coordination nationale de veille citoyenne patriotique, Wayiyan. Au palais des sports de Ouaga 2000, des citoyens de divers horizons ont répondu à l'appel des Wayiyan, ces jeunes engagés dans la surveillance citoyenne à travers le pays.

Cette rencontre marque un tournant dans l'engagement des jeunes burkinabè pour la défense de la démocratie et de la souveraineté na-

tionale. Le Capitaine Ibrahim Traoré a salué le courage et la détermination des Wayiyan, soulignant l'importance de leur mission de veille citoyenne dans un contexte régional marqué par des défis sécuritaires et politiques majeurs.

Au cœur des débats, la décision des États de l'Alliance pour l'Entente et la Solidarité (AES) de se retirer de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a été vivement discutée. Le Capitaine Ibrahim Traoré a exprimé sa surprise face à l'intervention militaire envisagée par la CEDEAO au Niger, soulignant l'absence de cette «force en attente» lors des crises sécuritaires

qui ont frappé la région. Il a rappelé les sacrifices des populations nigériennes, maliennes et burkinabè face à la menace terroriste, soulignant le rôle primordial des armées nationales dans la défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

Le Capitaine Ibrahim Traoré a appelé à l'unité des armées de l'Alliance pour faire face aux défis communs et à travailler ensemble pour garantir l'indépendance et la souveraineté des États membres. Il a dénoncé les tentatives de certains pays de bloquer les ports, allant à l'encontre du droit international, et a souligné la nécessité d'un dialogue construc-



tif et équitable entre les nations africaines.

Cette rencontre historique entre le Chef de l'État burkinabè et les citoyens engagés témoigne de la vitalité de la société civile et de l'engagement des jeunes pour la construction d'un avenir meilleur en Afrique de l'Ouest. La voix du Capitaine Ibrahim Traoré résonne comme un appel à l'action collective, à la solidarité et à la coopération régionale pour faire face aux défis du présent et du futur.

Le Capitaine Ibrahim Traoré a exprimé une série de déclarations concernant le commerce des marchandises dans les ports, la position de la CEDEAO face aux victoires des armées contre les terroristes, ainsi que l'autosuffisance alimentaire du Burkina Faso.

Tout d'abord, le Capitaine Traoré a souligné que les marchandises ne transitent pas gratuitement dans les ports, mais qu'elles sont payées. Cette affirmation met en avant l'importance des transactions commerciales et des coûts associés au trans-

port de marchandises. Intervention du Capitaine Traoré sur la CEDEAO et l'autosuffisance alimentaire au Burkina Faso

En ce qui concerne la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le capitaine a souligné l'absence de tout message de félicitations de la part de l'organisation concernant les succès des forces armées contre les groupes terroristes. Il a exprimé des doutes quant au rôle de la CEDEAO envers les populations et a annoncé sa décision de se retirer pour se concentrer sur l'Alliance pour l'émergence du Sahel (AES).

Par ailleurs, le capitaine Traoré a abordé la question de l'interdiction par certains pays de la sous-région d'importer certains produits de première nécessité au Burkina Faso. Il a encouragé les Burkinabè à rester confiants, assurant que le pays est capable de subvenir à ses besoins alimentaires. Il a mis en avant la capacité du Burkina Faso à produire localement et a annoncé une future interdiction d'importation de ces produits sur le territoire national.

Le capitaine a également souligné les potentialités agricoles du Burkina Faso, affirmant que le pays peut atteindre l'autosuffisance alimentaire grâce à ses ressources naturelles et à l'engagement de ses agriculteurs. Il a exprimé sa volonté de promouvoir une agriculture locale et de viser l'exportation de cacao à moyen terme, mettant en avant la détermination du Burkina Faso à atteindre ses objectifs.

Enfin, le chef de l'État a été mentionné en évoquant les projets d'industrialisation en cours pour l'année 2024, soulignant les efforts du gouvernement en faveur du développement économique du pays.

Les déclarations du capitaine Ibrahim Traoré et les perspectives évoquées par le chef de l'État mettent en lumière les défis économiques, politiques et agricoles auxquels le Burkina Faso est confronté, ainsi que les ambitions et les actions entreprises pour y répondre.

Arouna Sidibé

Russie

L'Occident utilise la mort d'Alexeï Navalny pour s'ingérer dans les élections

Sans surprise, et comme on pouvait s'y attendre, les pays occidentaux ont décidé d'utiliser de manière sordide la mort d'Alexeï Navalny* pour s'ingérer une fois de plus dans la politique de la Russie, et plus particulièrement dans les élections présidentielles.



Rappel des faits. Le 16 février 2024, Alexeï Navalny, qui purge une peine de prison pour escroquerie et fraude, fait un malaise après la promenade, tombe immédiatement dans le coma et meurt malgré les tentatives de réanimation du personnel médical de la prison et des ambulanciers.

Bien sûr sans même attendre les résultats de l'autopsie, l'Occident s'est jeté sur la mort d'Alexeï Navalny pour en accuser personnellement Vladimir Poutine. Ces accusations sont totalement délirantes, basées sur du vent, et surtout vont à l'encontre totale de la logique. Quel aurait été l'intérêt pour Vladimir Pou-

tine d'assassiner Navalny la veille de la prise de contrôle totale d'Avdeyevka par les forces armées russes, et surtout à un mois de l'élection présidentielle ? Réponse : aucun, bien au contraire, cela attise les tentatives d'ingérence étrangères dans le processus électoral, et en cela, la mort de Navalny si elle n'est pas le fait d'un malheureux hasard pourrait bien être la plus sordide des provocations.

Car avant d'accuser le Président russe d'assassinat, il est bon de rappeler qu'Alexeï Navalny n'était pas un homme en bonne santé avant même d'entrer en prison. Pour rappel, j'ai prouvé scientifiquement en

2020 que Navalny n'avait pas pu être empoisonné par du Novitchok, que les preuves fournies étaient du grand n'importe quoi, et surtout, j'avais découvert grâce à la publication de ses analyses par les médecins allemands de la Charité, que « monsieur 2 % » avait bien eu une défaillance grave du métabolisme (comme diagnostiqué par les médecins russes), en partie certainement due à la pancréatite dont il souffrait (je rappelle que le pancréas produit l'insuline et le glucagon qui régulent le taux de sucre dans le sang).

Et ce n'était pas son seul problème de santé il avait aussi une infection à Staphylocoque doré et un

problème de reins. Il y a donc une probabilité non négligeable pour qu'Alexeï Navalny soit tout simplement mort... de mort naturelle due à un problème de santé.

Si on veut partir sur une hypothèse de mort non naturelle, alors la recherche du « cui bono » (à qui profite le crime) ne désigne pas Vladimir Poutine mais bien les Occidentaux, qui en ce 16 février 2024 ont du mal à digérer la fuite de l'armée ukrainienne d'Avdeyevka, et la défaite évidente de l'Ukraine de manière générale. Si on ajoute l'échec des sanctions occidentales, qui n'ont pas réussi à « mettre l'économie russe à genoux » (dixit Bruno Le-maire), et le fait que Vladimir Poutine a un taux d'approbation de 85 % (d'après le centre Levada qui est financé depuis l'étranger et n'est donc pas un institut de sondage pro-Kremlin) à la veille des élections présidentielles, il est clair pour l'Occident qu'il leur faudrait une grosse provocation pour perturber sérieusement les dites élections.

Et quand on ajoute à cela que des membres de « l'opposition russe » pro-occidentale, dont certains avaient des liens avec une ancienne collaboratrice de Navalny, avaient été filmés en train d'organiser des provocations lors des élections russes de 2021, se dire que la mort de « monsieur 2 % » aurait pu être organisée par l'Occident pour servir de motif à des ingérences étrangères dans les élections de 2024 n'a rien de saugrenu.

Surtout quand on voit la veuve de Navalny, Ioulia, dire ouvertement à l'Union Européenne qu'elle doit refuser de reconnaître le résultat des élections présidentielles russes. Le tout en jouant les veuves éplorées, alors qu'en réalité elle avait déjà trouvé un amant pendant que son mari moisissait en prison, et qu'elle a eu bien du mal à cacher un sourire lors de sa conférence de presse à Munich juste après la mort de son mari.

Et que le même jour, les États-Unis

annoncent qu'ils vont rendre des sanctions contre la Russie à cause de la mort d'Alexeï Navalny. C'est bizarre je ne me souviens pas avoir vu un tel tollé, ni la prise de sanctions contre l'Ukraine pour la mort de Gonzalo Lira dans une prison ukrainienne. Pourtant il était citoyen américain, lui !

Si on ajoute les attaques contre le système de vote électronique (qui bizarrement ne pose pas de problème aux Occidentaux quand il est utilisé aux États-Unis, mais devient non-fiable dès qu'il est utilisé en Russie), il est clair que l'Occident fera tout pour perturber les élections présidentielles russes, et en présenter le résultat sous un jour négatif, voire fera tout pour justifier de ne pas le reconnaître. Même si cela implique d'utiliser de manière sordide le cadavre de l'escroc Navalny.

Source : Afrique média



Hossam Hassan : Après ses critiques contre Salah, le sélectionneur empoisonné en Egypte



Le nouveau sélectionneur des Pharaons d'Égypte, Hossam Hassan, a été hospitalisé tard dans la nuit de lundi à mardi.

L'entraîneur égyptien récemment nommé sélectionneur des Pharaons a été hospitalisé tard dans la nuit de lundi à mardi, après avoir été victime d'un malaise alors qu'il revenait d'un match important de la Premier League égyptienne. Selon la presse locale, Hossam Hassan, a été envoyé à l'hôpital après le match nul 0-0 entre Ismaily et Zamalek au stade

d'Ismaïlia.

Le légendaire attaquant égyptien a souffert de fatigue à son arrivée au stade après une longue réunion avec sa nouvelle équipe technique. Il avait assisté au match afin d'évaluer certains des joueurs qu'il pourrait inclure dans sa première sélection nationale. Mais n'ayant apparemment pas mangé de la journée par manque de temps, lui et son équipe technique ont décidé qu'il serait préférable d'acheter des sandwiches sur le chemin du retour au Caire.

La même source affirme que peu après son arrivée dans la capitale du pays, Hassan a ressenti un essoufflement et a été immédiatement transporté à l'hôpital pour que les médecins puissent effectuer des examens. C'est alors que les résultats des examens ont montré que le meilleur buteur égyptien de tous les temps souffrait d'une grave allergie et d'un empoisonnement de l'estomac, et il a été placé sous respirateur pendant les quatre heures qui ont suivi. Il est toutefois sorti de

l'hôpital aux premières heures de la matinée.

Hossam Hassan s'en est pris à Salah la veille

Quelques jours après sa nomination au poste de sélectionneur des Pharaons d'Egypte, Hossam Hassan a décidé de faire une sortie de vérité sur l'état actuelle de l'équipe. Le meilleur buteur de l'histoire de l'Egypte s'en est alors pris à Mohamed Salah, star et capitaine de la sélection.

« J'ai joué pour mon pays, personne ne m'a convaincu de choisir quel type de tournoi, je dois respecter plus que les autres. La CAN est également le meilleur tournoi du monde, c'est une tradition et une fierté africaine. Jouer pour l'Egypte a toujours été une priorité », a d'abord avoué l'ancien capitaine des Pharaons avant

d'attaquer Mohamed Salah.

« Maintenant, nous avons Mo Salah qui écoute les personnes qui choisissent pour lui quel tournoi est bon pour lui. Une légende égyptienne est choisie en fonction du nombre de titres qu'elle a remportés pour le pays, pas pour son club. Nous sommes contrariés en tant qu'égyptiens, car c'est la première fois que cela arrive à notre équipe nationale. Si un patron de club dit à Ronaldo de ne pas tout donner pour le Portugal, Cristiano quittera ce club et dira au monde exactement pourquoi. Lionel Messi ne mettra jamais les intérêts des autres avant l'Argentine », rappelle le technicien égyptien.

« En 2018, Mo Salah a eu une blessure à l'épaule qui était pire que celle dont on dit qu'il a eue lors de la finale de la Ligue des champions de l'UEFA. Il voulait être avec l'équipe

nationale pour récupérer tout en étant avec l'équipe nationale, car c'était un tournoi de Coupe du monde. Maintenant, c'est le tournoi de la CAN, il quitte l'équipe nationale pour récupérer à Liverpool. En 2018, nous avons les mêmes médecins qui ont accéléré sa récupération à l'épaule pour la Coupe du monde, maintenant ce sont des médecins faibles selon son attitude et celle de Liverpool, simplement parce que c'est la CAN. Il doit se décider. Parce qu'en tant qu'entraîneur en chef, je suis là pour défendre l'intérêt national plutôt que l'individuel. De plus, il doit garder à l'esprit qu'il n'est pas encore une légende égyptienne. Il n'a rien remporté pour nous », a martelé Hossam Hassan.

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre sens de la stratégie et votre perspicacité seront mis à profit dans votre écosystème professionnel. Utilisez sans modération votre intuition pour anticiper les tendances du marché au travail. Des opportunités d'affaires passionnantes peuvent surgir là où vous ne vous y attendez pas. Votre capacité à planifier stratégiquement vous permettra de prendre des décisions avisées pour votre développement professionnel.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Une promotion au travail est en vue. Votre engagement, votre dévouement et vos compétences ont été remarqués par vos supérieurs, et ils sont prêts à vous confier davantage de responsabilités. Avec cette promotion viendront de nouveaux défis et des opportunités d'apprentissage. Vous serez amené à développer davantage vos compétences et à élargir vos horizons professionnels. Votre rôle au sein de l'entreprise sera renforcé.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il n'est pas toujours facile pour vous d'accepter les critiques, même lorsqu'elles sont fondées. Partant du principe que nul n'est parfait, tout le monde peut commettre des erreurs, même les plus compétents. Dites-vous que lorsqu'on vous fait une remarque au sujet de votre travail, et qu'elle est justifiée, elle ne peut qu'être constructive. Vous apprendrez à partir de là à être plus vigilant, et à éviter de commettre désormais les mêmes erreurs.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous êtes déterminé à réussir. Quelle que soit l'ambiance au travail, vous faites preuve d'une volonté sans faille. Votre objectif ? Mener chacun de vos projets au succès ! Votre application et votre sens de l'investissement sont des atouts indéniables. Vous réussissez ce que vous entreprenez, sans vous soucier de ce que votre entourage professionnel pense de vous. Vous savez que vous faites toujours de votre mieux, c'est tout ce qui compte.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des projets intéressants vous permettent de vous épanouir pleinement dans votre travail. Vos compétences sont toutes sollicitées, en même temps que votre sens de la créativité. Profitez de l'ambiance conviviale qui règne pour tisser des liens plus étroits avec votre entourage professionnel. Une bonne dynamique collective vous permettra de trouver de solides appuis en cas de besoin, notamment si vous souhaitez reléguer certaines tâches.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Probable climat de compétition au sein de votre équipe. Quand elle est saine, la compétition peut être stimulante et permettre de dépasser ses propres limites. Jouez le jeu en gardant en tête que la première personne à impressionner, c'est vous-même. Être satisfait de ce que l'on accomplit est le plus important. Si vous sentez que la situation vire à l'affrontement, retirez-vous du jeu. Vous retrouver au milieu d'un conflit ne vous aiderait en rien.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Soyez prêt à plonger dans des projets complexes qui demandent une réflexion approfondie. Explorez de nouvelles méthodologies, perfectionnez votre capacité à interpréter des données, et devenez un expert incontesté dans votre domaine. En relevant de nouveaux défis intellectuels, vous renforcerez vos compétences professionnelles, mais également votre légitimité pour accéder à des fonctions que vous pensiez inaccessibles.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

L'ambiance au travail est au beau fixe en plus d'être sereine. Non seulement vous savez mettre de la bonne humeur au bureau, mais vos collègues vous le rendent bien. Entre les déjeuners et les pauses-café, vous parvenez à rendre les rendez-vous conviviaux et savez vous rendre service les uns les autres. Se lever le matin pour aller travailler est loin d'être un supplice. Vous aimez votre job et n'en changeriez pour rien au monde !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous pourriez être confronté à une situation professionnelle décevante. Pour la surmonter, envisagez de mettre en place un plan d'action. Cela peut inclure la recherche de nouvelles opportunités, la réévaluation de vos objectifs professionnels à court terme, ou de nouvelles stratégies. Rappelez-vous que la déception professionnelle est souvent temporaire, gardez à l'esprit vos objectifs à long terme et continuez à travailler pour les atteindre.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

La journée s'annonce intense, et vos nerfs pourront être mis à rude épreuve. N'oubliez pas de prendre soin de votre bien-être au travail. Équilibrez votre vie professionnelle et personnelle, prenez des pauses régulières et cherchez des moyens de réduire le stress. Assurez-vous de communiquer avec vos collègues, clients et supérieurs de manière transparente et apaisée pour éviter les tensions et les conflits.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous avez une grande décision à prendre et vous ne savez pas si vous devez ou non sauter le pas. Dans ce genre de situation, il est judicieux de peser le pour et le contre, ou alors de consulter des personnes susceptibles de vous donner de bons conseils. Ne prenez aucune décision de manière hâtive. Au besoin, faites appel à quelqu'un qui est passé par la même situation que vous, son retour d'expérience pourrait s'avérer utile.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous êtes sur le point de faire une rencontre professionnelle particulièrement intéressante, que ce soit lors d'une conférence, d'un événement ou même au sein de votre entreprise. Cette rencontre pourrait avoir un impact significatif sur votre carrière et pourrait déboucher sur une collaboration passionnante. Cette personne pourra vous guider, partager son expérience et vous aider à développer vos compétences et votre carrière.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>1273 Malikilé</p> <p>Kamena lève le voile!</p>	<p>1274 Malikilé</p> <p>Les enfants de Badalabougou servis</p>	<p>1275 Malikilé</p> <p>Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA</p>	<p>1276 Malikilé</p> <p>La grosse arnaque!</p>
<p>1277 Malikilé</p> <p>242 filles et femmes installées</p>	<p>1278 Malikilé</p> <p>Fcfa ou monnaies nationales. De quoi ont peur les pays de la zone franc?</p>	<p>1279 Malikilé</p> <p>Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM</p>	<p>1280 Malikilé</p> <p>Les travaux débutent aujourd'hui!</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23